

306
Du

ANNALES DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

MINISTÈRE
de
L'AGRICULTURE,
du
COMMERCE
et des
TRAVAUX PUBLICS.

—
3^e SÉRIE
DES AVIS DIVERS.
—

N° 1042.

JAPON.

Législation commerciale, n° 3.

TRAITÉS.

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE DÉLIMITATION AVEC LA RUSSIE ET TRAITÉ AVEC
LES PAYS-BAS.

Après les Etats-Unis et l'Angleterre (1), deux autres Puissances, la Russie et les Pays-Bas, ont conclu avec le Japon des Traités dont on trouvera ci-après la traduction.

Le Traité avec la Russie reproduit, à très peu près, les clauses des actes négociés par les Etats-Unis et l'Angleterre : seulement il fixe, de plus, la délimitation des Possessions des deux Parties contractantes dans l'Archipel des Kouriles.

(1) *Annales du Commerce extérieur.* — JAPON, *Législation commerciale*, n° 2.

Les Pays-Bas ont été longtemps, comme on sait, le seul Etat qui eût le droit de faire le commerce avec le Japon, mais l'exercice de ce droit était soumis à des conditions vexatoires.

Le Traité nouvellement conclu améliore, à quelques égards, cet état de choses. Il stipule, notamment, la liberté personnelle pour les Hollandais fixés à Désima, l'entrée directe dans les eaux de cette île pour leurs navires marchands à l'égal des navires de guerre, enfin, la permission de rendre avec solennité les derniers honneurs aux marins et soldats décédés à Désima.

La négociation du Traité néerlandais ayant donné lieu à plusieurs rapports officiels d'un grand intérêt, on a reproduit ici la plus grande partie de ces rapports.

9380
F842
2.11.3

(3)

I.

RELATIONS AVEC LA RUSSIE.

I. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE DÉLIMITATION.

Simoda, 26 janvier 1855.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur du Japon,

Pour établir la paix et l'amitié entre la Russie et le Japon et les consolider par un Traité,

Ont nommé pour Plénipotentiaires.

Lesquels ont arrêté les articles ci-après :

Art. 1^{er}. A partir de ce jour, il y aura paix constante et amitié sincère entre la Russie et le Japon. Les Russes et les Japonais jouiront, dans les Possessions des deux Etats, de toute protection et assistance tant pour leurs personnes que pour leurs biens.

Art. 2. A l'avenir, la ligne de délimitation qui séparera la Russie et le Japon passera entre les îles d'Itouroup et d'Oouroup. L'île d'Itouroup en entier appartiendra au Japon; l'île d'Oouroup et les autres îles Kouriles au Nord constituent des Possessions russes. Quant à l'île de Krafto (Saghalien), elle demeure, comme par le passé, indivise entre la Russie et le Japon.

Art. 3. Le Gouvernement japonais ouvre aux navires russes les trois ports ci-après :

Simoda, dans la Principauté d'Idzu;

Hakodadi, dans la Province de ce nom;

Nangasaki, dans la Principauté de Kiusiu.

Dans ces trois ports, les navires russes pourront, à l'avenir, réparer leurs avaries, renouveler leurs provisions d'eau, de bois à brûler, de vivres et autres objets nécessaires, même de charbon de terre, là où il s'en trouvera.

Ils paieront leurs achats en monnaie d'or ou d'argent, et, à défaut d'espèces, en marchandises de leur chargement.

A l'exception des ports précités, les navires russes n'auront accès dans les autres ports que dans le seul cas où, par force majeure, ils seraient hors d'état de continuer leur route. Les frais occasionnés en pareille circonstance seront acquittés dans un des trois ports ouverts.

Art. 4. Toute assistance sera prêtée, dans les deux Etats, aux navires naufragés et à leurs équipages; ces derniers seront expédiés sur un des ports ouverts. Pendant toute la durée de leur séjour, ils seront libres, mais ils resteront soumis aux lois du pays.

Art. 5. Dans les deux premiers des trois ports ouverts, les Russes pourront échanger les marchandises, les objets ou l'argent apportés par eux, contre les marchandises ou objets qu'ils désireront.

Art. 6. Le Gouvernement russe nommera, lorsqu'il le jugera nécessaire, un consul dans l'un des deux premiers ports précités.

Art. 7. Tout différend ou affaire exigeant une décision ou un jugement sera examiné et résolu dans tous ses détails par le Gouvernement japonais.

Art. 8. Tout Russe, au Japon et tout Japonais en Russie jouiront d'une liberté complète et ne seront soumis à aucune vexation. Si l'un d'eux commet un crime, il peut être arrêté, mais il ne peut être jugé que suivant les lois de son pays.

Art. 9. En considération de la proximité des deux Etats, les sujets russes participeront de plein droit à tous les droits et privilèges que le Gouvernement japonais a déjà accordés ou accordera par la suite aux sujets des autres nations.

Le présent Traité sera ratifié par S. M. l'Empereur de toutes les Russies et par S. M. l'Empereur de tout le Japon ou par leurs Plénipotentiaires, ainsi que cela est mentionné par les articles additionnels au présent Traité. Les ratifications en seront échangées à Simoda dans un délai qui ne sera pas moindre que de neuf mois, ou suivant que les circonstances le permettront. Le présent jour a lieu l'échange des copies du Traité revêtues des signatures et du sceau des Plénipotentiaires des deux Etats. Les articles qui le composent sont obligatoires à partir du jour de cette signature, et les deux Parties contractantes s'engagent à les observer fidèlement et inviolablement.

II. — ARTICLES ADDITIONNELS AU TRAITÉ DU 26 JANVIER 1855.

Simoda, 26 janvier 1855.

Article additionnel à l'art. 3. — *a.* Dans les deux premiers des ports désignés au Traité, les Russes pourront librement circuler, savoir :

Dans la ville de Simoda et ses alentours, jusqu'à une distance de sept *ri* japonais (1) (15 kilom. 556), à partir de l'île d'Inoubassiri;

A Hakodadi, jusqu'à une distance de cinq *ri* japonais (11 kilom. 110).

Ils pourront visiter les boutiques, les temples et certaines maisons désignées comme lieux de repos, en attendant qu'on ait construit des auberges, mais ils ne pourront pénétrer dans les maisons particulières que sur l'invitation qui leur en aura été faite. A Nangasaki, ils se conformeront à ce qui sera statué ultérieurement pour les autres nations.

b. Dans chaque port, un emplacement spécial sera affecté à l'inhumation des morts, et ces cimetières devront être respectés.

Article additionnel à l'art. 5. L'expédition des marchandises s'effectuera dans un bâtiment de l'Etat désigné à cet effet, où seront déposées également les marchandises et les monnaies d'or et d'argent importées. Les Russes, après avoir choisi dans les boutiques les objets ou les marchandises qui leur conviennent et être convenus du prix avec les vendeurs, en effectueront le paiement ou l'échange contre les marchandises apportées par eux sur leurs navires, dans le bâtiment ci-dessus désigné et par l'entremise des employés japonais.

Article additionnel à l'art. 6. — *a.* Les consuls russes seront nommés en 1856.

b. Le Gouvernement japonais désignera les emplacements et maisons pour l'établissement des consulats, et les Russes y vivront suivant leurs lois et coutumes.

Article additionnel à l'art. 9. Les droits et privilèges qui seront reconnus aux autres nations seront étendus de plein droit aux Russes, sans qu'on ait recours à de nouvelles négociations.

Les présents articles additionnels ont la même force que le Traité et sont également obligatoires pour les deux Parties contractantes.

(Suivent les ratifications échangées à Simoda le 25 novembre 1856.)

(1) Le *ri* de 80 au degré = 2 kilom. 222.

II.

RELATIONS AVEC LES PAYS-BAS.

TRAITÉ.

Nagasaki, 30 janvier 1856.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. l'Empereur du Japon, désirant confirmer les anciennes relations existant entre les sujets des deux nations, et pensant que le temps est venu de donner aux concessions faites aux Néerlandais une exécution plus conforme au sens des lettres patentes qui leur ont été remises par les augustes ancêtres de l'Empereur, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires.

Lesquels sont convenus des articles ci-après.

Art. 1^{er}. Les Néerlandais jouissent à perpétuité d'une entière liberté personnelle. Ils peuvent sortir de Désima en tout temps, sans être soumis à aucune surveillance et à la nécessité d'une autorisation spéciale, comme il était d'usage précédemment.

Art. 2. Dans le cas où un sujet néerlandais contreviendrait à une loi japonaise, il en sera donné connaissance au chef de la factorerie néerlandaise à Désima, afin que, par son intervention, le délinquant puisse être puni par le Gouvernement des Pays-Bas, d'après les lois néerlandaises.

Art. 3. Dans le cas où un sujet japonais maltraiterait un sujet néerlandais, les autorités japonaises, sur la plainte du commissaire néerlandais au Japon, instruiront l'affaire, et le coupable sera puni d'après les lois japonaises.

Art. 4. Lorsque le Gouvernement japonais ouvrira un ou plusieurs ports de l'Empire à une ou plusieurs nations étrangères, la même faveur sera accordée de plein droit aux Pays-Bas.

Art. 5. Lorsqu'un officier ou autre marin ou un individu appartenant

soit à la marine royale néerlandaise, soit à l'armée de terre néerlandaise, viendra à décéder au Japon, l'inhumation se fera avec les solennités militaires en usage dans les Pays-Bas et observées ici jusqu'à ce jour. On pourra tirer également des salves de mousqueterie et des salves de canon à bord des bâtimens de guerre néerlandais.

Art. 6. Les navires marchands néerlandais se rendant à Nangasaki devront, à l'approche de la côte, hisser, outre le pavillon national, un autre pavillon spécial actuellement en usage. Les bâtimens de guerre n'auront pas besoin de hisser ce pavillon supplémentaire.

Art. 7. Lorsque les deux pavillons auront été remarqués par les surveillants de l'île d'Irosima, on hissera, comme signe de reconnaissance, le pavillon néerlandais, comme cela a lieu actuellement pour les bâtimens de guerre.

Art. 8. Les bâtimens de guerre et les navires marchands continueront à jeter l'ancre derrière le point appelé Papenberg.

Art. 9. Dès que le gouverneur de Nangasaki, qui enverra immédiatement un officier accompagné d'un employé à la factorerie néerlandaise de Désima, aura reconnu la nationalité des navires, ces derniers pourront entrer dans les ports, soit à la voile, soit à la vapeur, soit en se faisant remorquer par des navires japonais, sans être tenus de donner des otages, comme cela se pratiquait jusqu'à présent.

Art. 10. L'équipage des navires devra se servir de chaloupes pour communiquer avec les autres navires néerlandais et avec l'île de Désima, ou pour faire des promenades d'agrément dans la baie. Il est entendu que les matelots des navires néerlandais ne pourront user de cette faculté, que lorsqu'un capitaine ou un contre-maitre les accompagnera dans les chaloupes, qui ne pourront aborder qu'au *Waterpoort* de Désima. Ils s'abstiendront de toute communication avec les équipages des navires japonais. Ces chaloupes devront porter, comme signe de reconnaissance, le pavillon néerlandais.

Art. 11. Les chaloupes dont il s'agit ne pourront aborder à aucun endroit autre que le *Waterpoort* de Désima mentionné dans l'article précédent.

Art. 12. Les habitations et les entrepôts existans resteront sur le pied actuel. Ils pourront, cependant, être réparés et changés par la Factorerie néerlandaise, à ses frais, après qu'elle en aura donné avis au gouverneur de Nangasaki, et qu'elle aura obtenu son autorisation. L'achat des matériaux et le salaire des ouvriers pourront s'effectuer en monnaie de Kambang, comme pour la construction des habitations et entrepôts nouveaux.

Art. 13. Les sujets néerlandais établis d'une manière permanente à Désima pourront se promener dans la baie sur des embarcations néerlandaises ou japonaises, sans cependant pouvoir aborder nulle part. Ils pourront également pêcher dans la baie pour leur agrément. Les embarcations porteront le pavillon néerlandais comme signe de reconnaissance.

Art. 14. Les clefs de la porte dite *Waterpoort* seront dans la possession exclusive du chef néerlandais à Désima. Il sera donné avis de l'ouverture et de la fermeture de cette porte à l'un des employés japonais à Désima, qui veillera à ce qu'aucun Japonais ne se rende, par cette porte, à Désima, sans autorisation.

Art. 15. Les clefs de la porte dite *Landpoort* seront confiées à l'officier japonais qui y sera de service.

Art. 16. Les équipages des navires marchands néerlandais, à l'exception du capitaine, seront soumis à la visite corporelle qui a lieu, actuellement, à leur arrivée à Nangasaki par le *Landpoort* de Désima et à leur retour. Aucune visite ne pourra avoir lieu au *Waterpoort* ni à bord des bâtimens néerlandais.

Art. 17. La visite des marchandises n'a lieu qu'à l'importation de Désima au Japon ou du Japon à Désima, comme cela s'est pratiqué jusqu'à ce jour. Ne seront point soumises à la visite les marchandises déchargées des navires ou chargées à Désima même. On exercera une stricte surveillance contre la fraude.

Art. 18. Durant le séjour des navires marchands néerlandais dans le port de Nangasaki, lorsqu'ils s'y livreront à des opérations de commerce, un officier de garde japonais se trouvera à Désima, comme cela se pratique en ce moment.

Art. 19. Les affaires commerciales en général continueront à se traiter sur le pied actuel; les clefs des magasins contenant des marchandises seront confiées à l'employé en chef néerlandais demeurant à Désima. On n'apposera pas les scellés impériaux sur ces entrepôts.

Art. 20. Seront admis à Désima tous les Japonais qui en auront reçu l'autorisation conformément aux lois de l'Empire.

Art. 21. A chaque rencontre à Nangasaki, le compliment et la réception se font, par les Japonais, à la manière japonaise, et par les Néerlandais, à la manière néerlandaise.

Art. 22. Les sujets néerlandais résidant à Désima pourront expédier des lettres par les jonques chinoises ou par les bâtimens d'autres nations, si l'occasion se présente.

Art. 23. Les sujets néerlandais pourront correspondre librement par lettres avec les capitaines de navire ou d'escadre de nations étrangères amies du Japon, se trouvant dans la baie de Nangasaki.

Art. 24. Les parades à bord des bâtimens marchands néerlandais auront lieu seulement à l'arrivée ou au départ desdits bâtimens et non à Désima.

Art. 25. Les navires marchands néerlandais pourront conserver à bord la poudre, les armes, ainsi que les canons.

Art. 26. Les présens d'usage pour S. M. l'Empereur et les dignitaires de l'Empire, ainsi que les *fassaks* annuels, demeurent réglés sur le pied actuel. Il n'est rien changé à la manière dont le commerce se fait actuellement avec la Factorerie. Si, plus tard, des modifications sont désirées soit par le Japon, soit par les Pays-Bas, elles seront prises en considération et réglées de commun accord entre le gouverneur de Nangasaki et le commissaire néerlandais.

Art. 27. Chaque fois qu'une affaire exigera une régularisation ultérieure, elle sera prise en sérieuse considération par le gouverneur de Nangasaki, de concert avec le commissaire néerlandais, et toutes les dispositions gênantes ou inutiles, tant pour les Néerlandais que pour les Japonais, seront supprimées, autant que possible.

Art. 28. Le présent Traité sera ratifié par S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. l'Empereur du Japon, et les actes de ratification, signés de part et d'autre par des employés supérieurs munis de pleins pouvoirs à cet effet, seront échangés, à Nangasaki, dans le délai de deux ans, à partir de la signature du présent acte. En attendant, toutes les dispositions de la présente convention entrent immédiatement en vigueur.

ANNEXES.

Rapports sur les négociations ouvertes avec le Japon.

I. — RAPPORT DU MINISTRE DES COLONIES, DU 12 FÉVRIER 1855.

La lettre adressée, en 1844, par S. M. Guillaume II à l'Empereur du Japon, a servi de point de départ et est restée la base de la politique que nous avons suivie dans cette question. Cette lettre montrait à la Cour de Yédo comment la Chine avait été amenée à ouvrir ses ports, par suite de la guerre que son système d'exclusion lui avait attirée; elle représentait les dangers inhérens au système d'exclusion absolue en présence de l'extension de la navigation dans les eaux du Japon, de la révolution opérée par la vapeur qui ne connaît, pour ainsi dire, plus de distances, et du développement considérable du commerce et de l'industrie de l'Europe.

Enfin, par reconnaissance pour l'admission des Hollandais au commerce de Nangasaki pendant plus de deux siècles, le Roi donnait à la Cour de Yédo le conseil désintéressé d'adoucir les lois sur les étrangers, et proposait l'envoi d'un plénipotentiaire pour fournir des renseignemens ultérieurs, si l'Empereur le désirait. Cette lettre, accompagnée de présens de la part du Roi, a été apportée au Japon par la frégate royale le *Palembang*.

La réponse qui y fut donnée, en 1845, témoignait de l'impression que la lettre du Roi avait produite à la Cour de Yédo; mais elle renfermait en termes très polis la déclaration décisive que les lois traditionnelles de l'Empire ne permettaient aucune extension des relations avec d'autres nations. Cette réponse était écrite au nom de l'Empereur, par le Conseil d'État du Japon, et adressée aux Seigneurs des Pays-Bas, avec prière de la porter à la connaissance du Roi. Des présens de l'Empereur suivirent de près sa réponse. On eut soin de faire savoir qu'une communication directe entre l'Empereur et un Souverain étranger serait contraire aux institutions du Japon.

En présence d'un pareil résultat, le Gouvernement des Pays-Bas crut devoir suivre, par rapport au Japon, une politique expectative, sans pour cela se départir du principe posé dans la lettre royale. Les chefs de la factorie hollandaise à Désima reçurent les instructions les plus positives de s'y tenir strictement, et d'éviter tout ce qui pourrait faire suspecter les intentions désintéressées du Gouvernement néerlandais. Cette politique patiente, réservée et vigilante, jointe à une sollicitude toute particulière pour entretenir avec les Autorités japonaises l'entente la plus amicale possible, ne manqua pas de produire une certaine influence sur la ligne de conduite du Gouvernement impérial envers les étrangers. Quelque porté qu'il fût à maintenir son système d'isolement, il commença à accorder des secours aux

naufragés et mit des procédés plus convenables qu'auparavant dans ses rapports avec les bâtimens étrangers qui venaient de plus en plus visiter les côtes du Japon. De notre part, tout a été fait pour éviter et prévenir ce qui aurait été de nature à envenimer ces relations.

En 1846, le Gouvernement japonais s'adressa au Gouvernement des Pays-Bas pour le prier de rendre public un édit d'après lequel les naufragés japonais ne sauraient être ramenés dans leur pays que par des bâtimens néerlandais ou chinois, et que les institutions du pays s'opposaient à ce qu'on vint reconnaître les côtes et les îles de l'Empire. Le Gouvernement de Sa Majesté comprit bien qu'une pareille publication pourrait ressembler à un appui prêté à la Cour de Yédo pour le maintien de son système d'exclusion; mais cette dernière ne possédait pas d'autre moyen de publicité, et le rejet de la demande pouvant entraîner une rupture avec Yédo, le Gouvernement résolut de communiquer l'édit impérial à plusieurs Puissances maritimes. Il a agi de même, en 1851, dans une circonstance analogue.

Les bruits de préparatifs d'une expédition américaine au Japon prirent de jour en jour plus de consistance. L'on apprit bientôt que ces bruits se réalisaient en fait, et que l'expédition avait pour but de faire des efforts pour mettre un terme au système d'exclusion absolue suivi par le Japon. Le Gouvernement néerlandais crut le moment venu pour reprendre les négociations entamées quelques années auparavant. Il fit de nouvelles démarches auprès de la Cour de Yédo. L'expédition américaine était la meilleure occasion pour ouvrir les yeux de l'Empereur du Japon sur ce que réclamaient les propres intérêts de son Empire. Conformément aux rescrits de Cabinet des 22 mars et 9 avril 1852, le Gouverneur général des Indes reçut, au nom de Votre Majesté, les instructions nécessaires à ce sujet, et l'on a eu soin de faire connaître au Gouvernement des États-Unis les démarches faites au Japon depuis 1844.

Le Gouverneur général des Indes, se conformant à ses instructions, écrivit, en date du 25 juin 1852, au Gouverneur de Nangasaki pour le prier de faire désigner un fonctionnaire qui possédât toute sa confiance, et de le charger d'ouvrir de nouvelles négociations avec le nouveau chef de la factorerie; que ce dernier lui communiquerait les moyens de préserver l'Empire japonais de grands dangers qui le menaçaient. Le Gouverneur général terminait la lettre par la déclaration que les Hollandais pourraient bien se trouver dans la nécessité d'abandonner Désima, si la continuation du système d'exclusion allait donner lieu à des hostilités. Ce fut M. Donker-Curtius qui fut chargé de remettre cette lettre. On lui donna les pleins pouvoirs pour ouvrir des négociations et conclure un traité dont on lui remit le projet. Ses instructions lui enjoignaient de prendre pour bases de ses ouvertures et des négociations la lettre du Gouverneur général et le projet de traité, et de ne pas s'en départir lorsqu'il serait consulté dans le différend entre l'Amérique et le Japon.

A peine ces mesures étaient-elles prises, que le chargé d'affaires des États-Unis à La Haye, par un office en date du 2 juillet 1852, réclama au nom de son Gouvernement la coopération officielle du chef de la factorerie néerlandaise à Désima pour favoriser le but entièrement pacifique de la mission du commodore Perry et de l'expédition de l'escadre vers les îles japonaises, en ajoutant que le but de cette mission était d'obtenir un adoucissement à la politique exclusive de l'Empereur du Japon. Cette demande, parfaitement d'accord avec la ligne politique suivie par le Gouvernement néerlandais et les ordres donnés en dernier lieu par Votre Majesté,

fut immédiatement accordée. Pour accélérer autant que possible la remise des instructions et pour éviter l'éclat qu'aurait occasionné l'envoi d'un bâtiment exprès, le Gouverneur général confia au commodore Perry lui-même les instructions qu'il envoyait au chef de la factorerie. On communiquait, en même temps, au Cabinet de Washington, les notes échangées avec la Cour de Yédo en 1844 et 1845. Les nouvelles démarches de M. Donker-Curtius eurent d'abord peu de succès. Le Gouvernement japonais reçut bien la lettre du Gouverneur général, mais il ne se montrait guère disposé à désigner un fonctionnaire pour entrer en pourparlers et ouvrir des négociations. Toutefois, il paraissait attacher une certaine valeur aux renseignemens que le chef de la factorerie avait à lui donner. M. Donker-Curtius, ne voulant pas sacrifier le fond à la forme, énumérait les principaux points du projet de traité avec les éclaircissemens nécessaires, dans une lettre qu'il adressa, le 2 novembre 1852, au Gouverneur de Nangasaki. Il ajoutait que ces principes étaient parfaitement admissibles, et que les intérêts bien entendus de l'Empire en commandaient même l'adoption, et il lui conseillait de les prendre pour base des négociations qu'il aurait à ouvrir avec l'Amérique. La lettre se terminait ainsi : « S. M. le Roi des Pays-Bas a l'espoir que la paix de l'Empire pourra être maintenue, si le Gouvernement japonais répond au « Président des États-Unis d'après les conseils que je me permets de lui « donner. » Cette nouvelle communication n'eut pas non plus de suites directes, mais il était facile de remarquer, d'après les explications que les Japonais ne cessaient de demander au chef de la factorerie, que sa lettre avait été prise en très sérieuse considération.

C'est au milieu de ces circonstances, que l'escadre américaine sous les ordres du commodore Perry jeta l'ancre dans la baie de Yédo au mois de juin 1853. Elle ne parut pas devant Nangasaki, par conséquent le chef de la factorerie néerlandaise ne fut pas en communication avec elle. Peu de temps après, une escadre russe, sous le commandement de l'amiral Pontiatine, jeta l'ancre dans la baie de Nangasaki. Notre factorerie lui fournit les provisions fraîches dont il avait besoin pendant son séjour. L'amiral était porteur de deux lettres du chancelier de l'Empire russe adressées, l'une au Gouverneur de Nangasaki, et l'autre au Conseil d'Etat du Japon. Toutes deux furent acceptées, et la dernière fut même remise avec solennité. Le chef de la factorerie néerlandaise était constamment consulté par les Autorités japonaises qui invoquaient son concours et ses lumières dans leurs relations avec les escadres, ce qui lui valut leur reconnaissance et leur confiance. Cependant la vue de ces navires, la grande quantité de bateaux à vapeur et d'autres bâtimens de différentes nations ne manquèrent pas de produire une vive impression sur les japonais et leur Gouvernement. L'intérêt qu'ils y avaient pris se trahissait visiblement dans les nombreux renseignemens qu'ils demandaient à ce sujet au chef de la factorerie. Les bateaux à vapeur avaient surtout attiré leur attention. A la fin du mois d'août de la même année, on apprit le décès de l'Empereur du Japon. Cet événement fit que le Gouvernement japonais invoqua l'intervention de M. Donker-Curtius auprès du Gouvernement néerlandais pour le prier d'inviter le Cabinet de Washington à renoncer à son projet d'envoyer de nouveau le commodore Perry au printemps suivant. Le commodore était porteur d'une lettre du Président des États-Unis, mais la réponse ne put être terminée à temps à cause des nombreux travaux et des cérémonies occasionnés tant par le décès de l'Empereur, que par l'avènement au trône de son successeur. M. Donker-Curtius consentit à faire parvenir la demande de la Cour de Yédo au Gou-

vernement néerlandais, et aussi au Gouverneur général des Indes, afin que celui-ci pût la communiquer immédiatement au commodore Perry. Mais, en même temps, il exprima le doute que cette invitation arrivât assez à temps pour que le commodore pût s'y conformer sans l'ordre exprès de son Gouvernement.

La mort de l'Empereur n'empêcha cependant pas que le chef de la factorerie ne reçût du Gouvernement japonais une preuve de l'importance qu'il attachait à sa lettre du 2 novembre 1852. Il fut invité à tenir des conférences avec un commissaire impérial pour les affaires étrangères, désigné à cet effet par le Gouverneur de Nangasaki. Dans ces conférences, on discuta le contenu de cette lettre au double point de vue politique et économique. M. Donker-Curtius se référa de nouveau et avec énergie à la lettre de feu S. M. Guillaume II. Il montra l'exemple de l'Empire chinois ouvrant quelques ports aux étrangers sans pour cela renoncer à sa politique exclusive. M. Donker-Curtius fit tous les efforts possibles pour obtenir des modifications au système d'exclusion du Japon. Le Commissaire impérial répondit invariablement que les lois de l'Empire étaient immuables, et ne permettaient pas d'ouvrir des relations commerciales avec d'autres nations. Néanmoins, ces conférences n'ont pas été tout à fait stériles en résultats; on peut s'en convaincre par la communication officielle remarquable du Gouverneur de Nangasaki, en date du 9 novembre 1853, adressée après ces conférences au chef de la factorerie, et qui dit : « Le Gouverneur vous témoigne sa reconnaissance de l'opinion « émise par vous, et que vous avez si énergiquement maintenue en plus « d'une occasion dans la maison du Gouverneur; il vous doit aussi de la « gratitude pour la peine qu'il vous occasionne aujourd'hui; vous aurez « compris ce qui vous a été communiqué sur l'impossibilité de modifier les « lois de l'Empire et de tolérer les rapports de commerce avec des pays « étrangers. Cependant, tout ce que vous avez avancé concernant les « entrepôts de charbon et la nécessité d'accorder un refuge et des provi- « sions à ceux que les tempêtes conduisent vers nos côtes, ne nous paraît « pas inadmissible. Aussi le Gouverneur aurait-il l'intention de s'occuper « sans retard de cette question, si les nombreux travaux que nécessite la « succession au trône ne l'en empêchaient. Au surplus, sa compétence ne « va pas jusqu'à prendre seul une décision à cet égard. Il croit pouvoir « porter cette question à la connaissance de la Cour de Yédo l'automne « prochain. »

Tel était l'état de choses d'après les rapports de Désima du 15 novembre 1853, et que le Gouverneur général des Indes a transmis, en février 1854, au Gouvernement de la mère patrie. Le Gouverneur général avait également communiqué au commodore Perry le désir exprimé par la Cour de Yédo de voir différer son retour dans ces contrées.

Le Gouvernement des Pays-Bas, après avoir examiné cette situation, se convainquit de plus en plus qu'il fallait continuer à suivre la voie qu'il s'était tracée, et conformément au rescrit de Cabinet du 20 mars 1854, le Gouverneur général des Indes reçut au nom de Votre Majesté des instructions dans ce sens. On eut soin de lui recommander spécialement la conclusion du traité; de veiller à ce que d'autres nations n'obtinssent, au Japon, que des concessions également accordées aux Pays-Bas, et de continuer les démarches pour obtenir un adoucissement aux lois du Japon. Un télégraphe électro-magnétique a été envoyé en présent à l'Empereur du Japon au nom de Votre Majesté.

En vue des éventualités qu'on voyait se préparer, le Gouverneur général des Indes reçut l'ordre d'expédier cette année, outre le bâtiment marchand,

un pyroscaphe de guerre, afin de pouvoir recevoir plus facilement les nouvelles du Japon, et aussi pour être à la disposition du chef de la factorerie, si le besoin s'en faisait sentir.

Le Gouverneur général choisit, à cet effet, le pyroscaphe royal le *Soembing*, commandé par le capitaine-lieutenant Fabius. Les instructions adressées au chef de la factorerie furent cependant confiées au commandant du bâtiment marchand. Le *Soembing* quitta la rade de Batavia le 25 juillet 1854, ayant à bord le télégraphe, se rendit au Japon, et le 15 novembre suivant, était de retour. Le Gouverneur général a immédiatement envoyé ici le capitaine-lieutenant Fabius, et l'a chargé de dépêches relatives aux affaires du Japon, afin qu'il pût lui-même donner au Gouvernement tous les renseignemens dont il pourrait avoir besoin dans les décisions ultérieures qu'il aurait à prendre. Les documens apportés par M. Fabius sont ceux dont j'ai fait mention au commencement de ce Rapport, et ils fournissent les renseignemens qui complètent la connaissance de la situation des choses au Japon depuis le 15 novembre 1853.

L'escadre russe quitta le port de Nangasaki le 23 novembre 1853, mais y revint dans les premiers jours de janvier suivant, et différentes conférences eurent lieu entre l'amiral Pontiatine et les Autorités japonaises. Après s'être de nouveau éloigné depuis le 5 février jusqu'au 20 avril, l'amiral russe mit définitivement à la voile le 26 février. Avant son départ, M. Pontiatine a adressé à M. Donker-Curtius une lettre de remerciemens pour tous les services que celui-ci avait rendus à l'escadre sous ses ordres. Il ne paraît cependant pas que l'amiral Pontiatine soit parvenu à conclure un traité quelconque. L'escadre américaine reparut aussi au mois de février 1854 dans la baie de Yédo. Le commodore Perry renoua immédiatement les négociations qui amenèrent la conclusion de la convention du 31 mars 1854.

Les nombreuses consultations et les fréquentes visites des hauts fonctionnaires japonais auprès de M. Donker-Curtius témoignaient de plus en plus de leur bienveillance envers notre chef de factorerie et M. Van den Broek, le médecin de la factorerie, dont ils suivaient avec intérêt les expériences chimiques et physiques. M. Van den Broek était parvenu à construire un petit télégraphe électrique qui émerveillait beaucoup les Japonais. Il confectionna également un modèle en bois d'une machine à vapeur qui ne les intéressait pas moins que le télégraphe. Il était facile de constater aussi la confiance des Japonais dans le redoublement de zèle qu'ils apportaient à l'étude de la langue hollandaise. Les habitans de la factorerie y contribuèrent autant que possible en instruisant pendant l'hiver plusieurs jeunes gens.

L'arrivée du bâtiment marchand, le 29 juillet 1854, mit le chef de la factorerie en possession des instructions du Gouverneur général des Indes. Le lendemain, M. Donker-Curtius fit par lettre des ouvertures au gouverneur de Nangasaki, et lui annonça en même temps la prochaine arrivée du pyroscaphe royal le *Soembing*. Cette lettre fut immédiatement expédiée à Yédo, et tout fut ordonné pour la réception et le séjour du pyroscaphe. Le *Soembing* arriva le 21 août, et le lendemain il fit son entrée à pleine vapeur, le grand pavillon au mât. Le télégraphe fut mis en ordre sous la surveillance du docteur Van den Broek. Le *Soembing* avait jeté l'ancre à une heure très convenable pour attirer l'attention des Japonais. Le gouverneur de Nangasaki pria le commandant du pyroscaphe de vouloir bien laisser initier des officiers, fonctionnaires, mécaniciens et marins japonais à la connaissance de la construction navale, des arts mécaniques, du maniement du fusil et du

canon, du travail des forges et de différentes autres choses. Cette instruction commença le 26 août et se continua chaque jour, tantôt à bord, tantôt sur la côte, pour un certain nombre de personnes qui augmentait sans cesse.

Le commandant, l'état-major, les sous-officiers et l'équipage s'acquittèrent avec empressement de cette tâche difficile, car on comprend toutes les difficultés qu'il y a à expliquer par interprètes la mécanique, les arts et les métiers. Mais la grande curiosité des Japonais, jointe à une grande aptitude, rendait la chose possible. En peu de temps ils connaissaient les termes de notre marine et de l'artillerie, et la dénomination des diverses parties de la machine à vapeur.

Le 5 octobre, arriva une députation de cinq membres envoyée par la Cour de Yédo pour visiter le *Soembing*, et pour demander au commandant des renseignements sur la construction navale et la mécanique. M. Fabius s'empessa de les leur donner à leur grande satisfaction. Pendant le séjour du *Soembing*, une escadre anglaise vint également mouiller dans la baie de Nangasaki, et y séjourna du 7 septembre au 20 octobre. Le commandant, l'amiral Stirling, eut plusieurs conférences avec le gouverneur et parut être parvenu à la conclusion d'une convention qui ouvrira quelques ports japonais au pavillon britannique. Sur la demande de l'amiral Stirling, le chef de la factorerie fit parvenir à l'escadre anglaise les provisions dont elle avait besoin. L'amiral adressa à ce sujet une lettre de remerciemens à M. Donker-Curtius, ainsi qu'au commandant du *Soembing*, pour les saluts qu'il avait fait tirer à son passage, saluts auxquels l'escadre avait répondu avec une grande politesse.

Le commodore Perry paraît avoir visité, au mois de juin 1854, le port de Simoda, ce qui n'a pu avoir lieu qu'en vertu du Traité conclu par lui avec la Cour de Yédo.

Conformément aux ordres arrivés de Yédo, M. Donker-Curtius reçut, le 19 septembre, communication par écrit de l'acceptation du présent de S. M. le Roi des Pays-Bas par l'Empereur; il apprit que le nouveau gouverneur de Nangasaki serait chargé d'apporter la réponse à la lettre du 30 juillet. L'arrivée du nouveau gouverneur eut lieu le 15 octobre, et la réception solennelle fut fixée au 23 du même mois. L'excellent accueil fait par la Cour de Yédo au présent que Sa Majesté lui a envoyé, la conduite plus condescendante des Autorités japonaises envers M. Donker-Curtius et les marques de confiance qu'elles lui avaient manifestées, le bienveillant accueil fait à M. Fabius et à l'équipage du *Soembing*, tout cela annonçait un plus grand rapprochement vers nous, de la part de la Cour de Yédo. Les nombreuses visites que les grands dignitaires ont faites au pyroscaphe royal n'ont pas laissé non plus de produire une impression très favorable. Une des visites les plus remarquables fut celle du seigneur de Tsikuzen; voici ce qui se trouve à ce sujet dans le rapport du commandant du *Soembing* :

S. A. le seigneur de Tsikuzen, neveu de l'Empereur, avait exprimé le désir de visiter, le 2 octobre, le *Soembing*. Dès neuf heures du matin, le *Soembing* était pavoisé, le pavillon japonais flottait à côté du pavillon néerlandais. A dix heures déjà, un grand nombre de fonctionnaires japonais se trouvaient à bord, et une heure plus tard, un agent et le secrétaire du prince arrivaient pour disposer la cabine du commandant pour la réception du prince. Peu après, une barque japonaise vint s'emboîser côte à côte du pyroscaphe, afin de servir de pont et de permettre au prince de passer sans difficulté. A midi, le prince parut avec une suite de 150 personnes. Il fut

reçu à bord avec le cérémonial prescrit pour la réception des princes ; seulement le commandant ne fit pas tirer les saluts d'usage comme contraires aux coutumes japonaises, et reçut le prince dans sa cabine et non sur le pont. Après avoir passé quelques momens dans la cabine, le prince manifesta le désir d'examiner le bâtiment et d'assister à quelques exercices. Le commandant ordonna le branle-bas ; l'équipage exécuta plusieurs manœuvres qui se terminèrent par le maniement des armes à feu. Tout cela était nouveau pour le prince et paraissait l'émerveiller ; il témoigna tout son contentement à M. Fabius. Retourné avec une partie de sa suite dans la cabine, où des rafraichissemens et des présens lui furent offerts, le prince resta encore pendant trois heures à s'entretenir avec M. Fabius sur les sujets les plus divers ; sur la guerre actuelle entre les Etats européens, sur les intérêts du Japon, sur le commerce et surtout le commerce libre de l'étranger, les mines, les fonderies de canon, les fortifications, la mécanique et l'enseignement en général. A la fin, il demanda un verre de champagne et le vida en déclarant que les heures qu'il avait passées à bord du *Soembing* étaient les plus importantes de sa vie, qu'il n'avait encore jamais visité de vaisseau de guerre, et que le *Soembing* avait surpassé son attente. Le Prince remercia vivement M. Fabius pour l'instruction qu'il donnait aux Japonais, à qui ce motif faisait apprécier d'autant mieux le séjour du *Soembing*, et dit qu'il ne l'oublierait jamais. Vers cinq heures, le prince retourna à Nangasaki, accompagné d'une triple salve de hourras de l'équipage qui paraissait dans les hunes et sur les vergues.

Le 17 octobre, le *Soembing* reçut la visite du seigneur de Fizen. Il fut reçu de la même manière et examina le bâtiment avec un égal intérêt ; seulement, l'entrée dans le magasin de poudre ne lui fut pas permise, parce qu'il se refusait à ôter son sabre. Il s'est également entretenu longtemps avec le commandant sur la construction navale, l'artillerie, etc., et quitta le pyroscaphe après avoir vivement remercié M. Fabius de tous les détails qu'il lui avait communiqués et en exprimant ses regrets de ce que le steamer devait quitter sitôt la baie.

Quelques jours après, le *Soembing* reçut encore une visite très importante. Le gouverneur de Nangasaki et le nouveau gouverneur qui allait lui succéder, accompagnés d'un commissaire impérial, parurent à bord avec une suite de plus de deux cents personnes, parmi lesquelles se trouvaient les cinq membres de la députation de Yédo. M. Donker-Curtius les accompagnait. Le pyroscaphe était entièrement pavoisé, et les pavillons néerlandais et japonais flottaient l'un à côté de l'autre. Toute la matinée fut employée à l'inspection du pyroscaphe, à des exercices et à des manœuvres et l'après-midi à une promenade jusqu'en pleine mer. Ce dernier fait est surtout digne de remarque. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas d'exemple de hauts personnages japonais qui se fussent confiés ainsi à des étrangers, et il était facile de lire un profond ébahissement sur la physionomie des hommes de leur suite. Après les manœuvres, M. Fabius eut une conversation intéressante avec les deux gouverneurs. Ils lui dirent que la journée qu'ils venaient de passer sur le *Soembing* était une des plus importantes de leur vie, lui exprimèrent leur reconnaissance pour l'instruction qu'il avait donnée aux Japonais, et le prièrent de revenir bientôt. Le gouverneur pria M. Fabius, en présence de M. Donker-Curtius, de faire savoir au Gouvernement des Indes néerlandaises et à celui des Pays-Bas, qu'il ressentait la plus haute estime pour le chef du commerce hollandais et qu'il possédait la confiance entière du Gouvernement du Japon, par suite des nombreux services

qu'il avait rendus à ce pays avec le plus grand désintéressement. A sept heures du soir seulement ils quittèrent le steamer.

Enfin, le jour de grande solennité pour la remise du présent de Votre Majesté arriva. Le 23 octobre, le chef de la factorerie se rendit en cortège avec le commandant du *Soembing*, accompagné de son état-major, à la maison du gouverneur de Nangasaki. Ils étaient précédés des commissionnaires de la factorerie portant les caisses qui renfermaient le présent royal, ainsi qu'une boîte contenant la description et les dessins du télégraphe, et que le docteur Van den Broek avait eu soin de confectionner. Quatre réceptions eurent successivement lieu à l'hôtel du Gouverneur. La première, celle des deux gouverneurs, du Commissaire impérial et de leur suite, fut générale, et l'on se borna de part et d'autre à échanger les politesses d'usage. Les deux gouverneurs et le Commissaire impérial reçurent ensuite MM. Donker-Curtius et Fabius. M. Donker-Curtius présenta le télégraphe en prononçant un petit discours auquel répondit l'ancien gouverneur. La troisième et la quatrième réception furent pour la remise des présens offerts de la part de l'Empereur à M. Fabius pour avoir apporté le télégraphe et pour avoir fait l'instruction des Japonais dans les différentes sciences de la marine. Parmi ces présens se trouvent deux sabres offerts au commandant du *Soembing*, ce qui est une distinction toute particulière au Japon. Le gouverneur informa ensuite M. Donker-Curtius que le contre-présent de l'Empereur pour Votre Majesté ne pouvait arriver à temps de Yédo pour être expédié par le *Soembing*; que lui, M. Donker-Curtius, recevrait également un présent, et que les deux sabres offerts à M. Fabius, qui n'étaient pas encore arrivés, seraient expédiés par la même occasion. Le chef du commerce, M. Fabius et son état-major, assistèrent ensuite à un dîner qui leur avait été offert par les Autorités japonaises. Après le dîner, tous les officiers retournèrent à Désima. Alors les deux gouverneurs reçurent M. Donker-Curtius seul, et lui remirent la réponse officielle à sa lettre du 30 juillet. Cette réponse se trouvait dans une boîte confectionnée à cet effet.

Ce document, si important pour les Pays-Bas, contient la déclaration qu'en ce qui concerne les relations commerciales, les Hollandais sont distingués des autres peuples et possèdent la confiance du Gouvernement du Japon; que, par conséquent, l'intention du Gouvernement du Japon est d'assurer aux Hollandais tous les privilèges qui pourraient être accordés à d'autres nations, et que, par conséquent, les Hollandais sont autorisés à visiter immédiatement, aux mêmes conditions que les Américains, les deux ports de Simoda et de Hakodadi, pour s'y approvisionner d'eau, de vivres, ou pour y réparer des navires endommagés; mais que le commerce continuera à être limité au seul port de Nangasaki.

Immédiatement après la réception du document, on prépara le *Soembing* pour entreprendre son voyage de retour dans le but d'apporter des dépêches au Gouverneur général des Indes. La veille du jour fixé pour le départ, une commission nommée par les deux gouverneurs arriva à bord du pyroscaphe pour souhaiter au commandant un bon voyage et le remercier encore une fois des services rendus par lui au Japon, en ajoutant que l'envoi de ce pyroscaphe d'une manière si désintéressée et en même temps si utile pour le Japon, avait été apprécié par le Gouvernement de l'Empire et envisagé comme une véritable marque d'amitié. A la demande du gouverneur, le commandant reçut aussi les 200 élèves qui avaient été instruits et qui venaient lui exprimer leur reconnaissance.

Le 26 octobre, jour du départ de *Soembing*, les deux gouverneurs en-

voyèrent encore une députation à M. Fabius pour lui souhaiter un heureux voyage.

Arrivé à la conclusion de mon Rapport, je ne saurais me refuser de le résumer en quelques traits rapides.

Les Pays-Bas ont compris leur mission, lorsque, appréciant le cours des événemens, ils prirent l'initiative pour provoquer, dans l'intérêt de toutes les nations, un adoucissement au système d'exclusion suivi par le Japon relativement aux étrangers. La lettre de feu S. M. Guillaume II en est, au reste, la preuve la plus évidente.

Les Etats-Unis d'Amérique ont obtenu un Traité qui accorde à leur pavillon l'ouverture de deux ports japonais ; une autre Puissance maritime paraît avoir obtenu le même résultat. On ne saurait méconnaître entièrement ni l'influence ni la pression exercée par la présence de deux grandes escadres, ni les efforts continuels faits dans les derniers temps par plusieurs nations auprès du Gouvernement du Japon, mais je désirerais aussi qu'on reconnût la part que les Pays-Bas ont à ces heureux résultats par les conseils qu'ils n'ont cessé de donner dans ce sens à la Cour de Yédo. Ces escadres n'ont fait que réaliser les vues perspicaces de feu Sa Majesté votre auguste père et ses justes prévisions, dont il avait fait part au Gouvernement japonais. Le projet de traité de 1852, la lettre du chef du commerce de Désima en date du 9 novembre 1852, la communication du gouverneur de Nangasaki du 9 novembre 1853, l'appréciation du projet de traité et la Convention obtenue par les Etats-Unis, tout enfin donne la preuve la plus irréfragable que les mesures prises d'après les ordres de Votre Majesté ont puissamment contribué à favoriser les résultats obtenus par d'autres nations.

Les Pays-Bas ont reçu l'assurance solennelle qu'ils sont assimilés à la nation la plus favorisée au Japon. Les anciens liens entre les deux Etats ont été resserrés encore davantage par un rapprochement plus intime et plein de confiance. Si ces privilèges ne sont pas encore assurés par traité, ils n'en ont pas moins pour cela une grande valeur, puisque nos privilèges commerciaux qui datent de deux siècles et demi n'ont été accordés que dans la forme d'une concession spéciale. Bien que les résultats obtenus en dernier lieu ne puissent avoir des avantages immédiats et directs pour les Pays-Bas tant que le commerce se trouve limité au port de Nangasaki, le Gouvernement japonais finira par être convaincu qu'il ne saurait toujours fermer ses ports au commerce. Les intérêts du Japon le lui commandent, et tel sera le but constant des efforts ultérieurs du Gouvernement de Votre Majesté, qui se réjouit de ce que le Japon a fait un premier pas dans la voie que nous lui avons montrée. Nous avons toujours eu en vue l'ouverture des ports japonais dans l'intérêt du commerce universel. En suivant une ligne de conduite si désintéressée, les Pays-Bas n'ont cherché à obtenir aucune faveur spéciale ; ils n'ont réclamé qu'une assimilation aux autres nations lorsque celles-ci avaient obtenu des concessions.

Le présent Rapport tend à offrir à Votre Majesté un résumé complet de tout ce qui a été accompli par vous au Japon, et de lui exposer la situation de l'état de choses dans cet Empire.

Il me paraît désirable de rendre ce Rapport public pour satisfaire l'intérêt qu'on attache généralement à cette question. Je prends en conséquence la liberté de prier Votre Majesté de m'autoriser à le faire insérer dans le *Journal officiel*.

II. RAPPORT DES MINISTRES DES COLONIES ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, EN 1887.

Après avoir porté à la connaissance de Votre Majesté les principaux événements qui se sont passés au Japon et ce qui a été fait dans cet Empire, les soussignés se proposent de lui communiquer les mesures que, à leur avis, les circonstances actuelles exigent. Pour cela, ils croient, avant tout, nécessaire que Votre Majesté veuille jeter un coup d'œil sur la conduite tenue dans ces derniers temps par le Gouvernement néerlandais à l'égard du Japon.

Le Rapport du Département des Colonies du 12 février 1885, inséré dans le *Staats Courant* du 14 du même mois, contient un aperçu des démarches faites pour obtenir un adoucissement au système d'exclusion suivi au Japon, et les résultats qui ont été obtenus (1).

Les États-Unis sont parvenus à conclure un Traité qui leur ouvre les ports de Hakodadi et de Simoda. La Grande-Bretagne a, par une Convention, obtenu, pour son pavillon, accès dans les ports de Hakodadi et de Nangasaki. Aux Pays-Bas étaient assurés officiellement, mais sans Traité spécial, tous les avantages accordés ou à accorder, par la suite, à d'autres nations. A cette époque, on ignorait encore que la Russie était également arrivée à la conclusion d'une Convention, mais on l'a appris plus tard.

Maintenant, les ports de Hakodadi, de Simoda et de Nangasaki sont ouverts au pavillon de ces quatre nations, par suite de la clause d'un traitement de parfaite égalité. Mais en admettant des navires étrangers dans les ports susmentionnés, le Gouvernement japonais n'a eu nullement en vue de les ouvrir aussi pour le commerce; au contraire, il a nettement déclaré que le commerce général continuera à être restreint à celui existant en ce moment à Nangasaki, réservé exclusivement aux Chinois et aux Néerlandais. Aussi, dans le rapport susmentionné, on n'envisageait les résultats obtenus que comme un premier pas vers un système meilleur, et comme un encouragement pour continuer les efforts tentés depuis 1844, dans l'intérêt du commerce général au Japon.

Des rapports de ce pays témoignent de plus en plus du changement qui s'était opéré parmi les populations de l'Empire. Elles commençaient à sentir vivement jusqu'à quel point elles sont encore arriérées vis-à-vis d'autres nations, et à se montrer mécontentes de l'isolement auquel elles sont condamnées. Des princes et des grands de l'Empire témoignaient de plus en plus de l'intérêt pour les sciences naturelles, la mécanique, la navigation, etc. Le Gouvernement japonais lui-même était pénétré du désir d'établir une marine et de posséder le plus tôt possible un bateau à vapeur.

Notre intermédiaire fut invoqué pour faire connaître aux Japonais les progrès de l'Occident et leur application à l'industrie et au commerce. Le Japon voulait que nous lui fournissions tout ce qui est nécessaire pour y arriver également : mais ce qu'il désirait avant tout, c'était une marine de guerre établie sur le pied européen.

(1) Ci-avant, page 11.

Des témoins oculaires déclarèrent que le moment n'était plus loin où le Japon serait ouvert au commerce général.

Le Gouvernement néerlandais résolut d'accorder largement la coopération réclamée par le Japon, dans l'espoir que l'Empire, à mesure qu'il ferait des progrès dans les arts et l'industrie, prêterait l'oreille à nos réclamations et à nos conseils, renoncerait à son système d'exclusion et admettrait le commerce général dans l'Empire. Dans l'intervalle, un Traité confirmait nos droits acquis et supprimait, autant que possible, les anciennes entraves si gênantes, afin qu'on pût donner à notre commerce une nouvelle direction.

Notre commerce de détail excessivement restreint, n'existant que par faveur et rapportant un gain considérable, devrait être porté sur le pied normal d'un commerce en gros, de manière à réduire considérablement ses prix. Les importations devraient de préférence consister en articles ayant de l'intérêt pour le Japon, et les exportations être avantageuses pour l'industrie et la production de l'Empire.

Mais l'accomplissement de cette tâche n'était pas exempt de difficultés, dont la principale avait sa source dans la méfiance contre les chrétiens. L'histoire apprend à quel point l'expulsion partielle et la restriction pour l'admission d'étrangers et surtout de chrétiens au Japon formaient une condition pour la consolidation du trône. On n'a pas oublié qu'un prince légitime, protégé par les chrétiens, a succombé avec eux. Depuis cette époque, il existe une certaine antipathie contre les peuples chrétiens, et beaucoup de grands de l'Empire, vassaux de l'Empereur Sjôgœn, nourrissent une haine éternelle contre sa dynastie. Ces circonstances rendent le Gouvernement japonais excessivement prudent chaque fois qu'il s'agit d'accorder à des nations étrangères une faveur qui pourrait les rapprocher des indigènes.

On sait que c'est là le motif qui a fait adopter le système d'exclusion que l'on veut modifier aujourd'hui, mais qui, étant intimement lié aux institutions religieuses du pays, continue à entraver le commerce extérieur. Au Japon manquent surtout les articles de retour ou plutôt le moyen de paiement des importations. Un pays qui a à pourvoir aux besoins d'une population nombreuse, qui, à la vérité, possède de grandes richesses en matières premières, mais qui n'a pas le talent de les exploiter, un pays dont l'industrie se borne aux besoins des indigènes, ne saurait, d'un moment à l'autre, satisfaire à tout ce qu'il faut pour le commerce universel ; à cela, il faut ajouter l'interdiction d'exporter toute espèce de monnaie du Japon.

Notre commerce privilégié à Nangasaki lui-même était un obstacle à la réalisation du but qu'on se proposait d'atteindre. Ce commerce se bornait à quelques articles en grande partie destinés à l'Empereur et aux grands de l'Empire. Le retour consistait en cuivre (au maximum de 6,000 *piculs* (1) [375,000 kil.]), en camphre et en robes de chambre (*kabaagen*). Ce fut là le commerce du Gouvernement appelé *Kompshandel*. Le commerce dit *Kambanghandel*, abandonné aux employés de la factorerie et affermé depuis longtemps, ne pouvait dépasser une valeur de facture de 50,000 florins (2) (106,000 fr.) et consistait en d'autres articles. Le Gouvernement s'était engagé vis-à-vis du fermier à n'exporter, pour son compte, que les articles susmentionnés ; de son côté, le fermier ne pouvait importer au Japon aucun des articles compris dans le *Kompshandel*. Ces conditions mutuelles étaient elles-mêmes un obstacle au développement du commerce.

(1) Le *picul* = 62 kil. 50.

(2) Le florin des Pays-Bas = 2 fr. 12.

On décida que le Gouvernement colonial achèterait au fermier sa part dans le commerce japonais. Le Gouvernement, devenu maître des importations, se hâta d'envoyer à Désima tout ce qui était nécessaire pour satisfaire aux besoins des Japonais. Il y fit établir une bibliothèque scientifique, une collection de modèles et d'instrumens, propres à exciter la curiosité des indigènes. Des mesures furent prises pour répandre la langue néerlandaise, et en même temps, pour apprendre de plus en plus la langue japonaise. Le Gouvernement fit présent à l'Empereur d'un pyroscaphe et lui permit, en même temps, de faire construire ici deux schooners à hélice pour la marine japonaise. Un détachement de soldats de marine fut envoyé au Japon et mis à la disposition du chef de notre factorerie à Désima, pour être employé soit à la protection de nos nationaux, soit autrement, si on parvenait à faire renoncer le Japon à son système d'exclusion. Ces soldats devaient continuer d'une manière plus régulière l'enseignement commencé en 1854 par le capitaine-lieutenant de marine Fabius, à qui on confia une nouvelle expédition au Japon avec le pyroscaphe *Gedeh*. Il devait auparavant visiter et examiner les ports qu'on venait d'ouvrir aux pavillons étrangers. Le chef de la factorerie à Désima reçut le titre de commissaire néerlandais au Japon, et un autre uniforme, plus en rapport avec son caractère devenu politique. Votre Majesté, enfin, comme une preuve de bienveillance et d'amitié, a daigné envoyer son portrait à l'Empereur du Japon, par une personne spécialement chargée à cet effet. Telle était la situation au commencement de l'année 1855.

Le Commissaire néerlandais est parvenu à conclure, à la date du 9 novembre 1855, une Convention provisoire confirmant notre admission pour le commerce au Japon, notre assimilation aux nations les plus favorisées, garantissant la liberté personnelle aux Néerlandais à Désima, supprimant plusieurs entraves et formalités fort gênantes. Cette Convention était satisfaisante pour le moment. Notre admission dans une ville comme Nangasaki, qui a 60,000 habitans, était indubitablement une dérogation au système d'exclusion suivi par le Japon. Votre Majesté envisagea cette concession comme assez importante pour ratifier la Convention conclue. Le portrait de Votre Majesté, ainsi que le pyroscaphe, ont été reçus au Japon avec un grand enthousiasme. L'équipage néerlandais fut immédiatement remplacé par un équipage japonais; le détachement de mariniens fut établi à Désima. M. Donker-Curtius accepta sa nouvelle position. Des circonstances imprévues empêchèrent la visite du port de Simoda; les leçons du docteur Van den Broek dans les sciences naturelles, la chimie et la mécanique étaient de plus en plus recherchées par les Japonais, malgré les obstacles que d'anciens usages y opposaient. Par les soins du Commissaire néerlandais, grand nombre d'échantillons de nouveaux articles de retour furent envoyés à Batavia. Le Gouvernement japonais avait accordé l'autorisation de vendre aussi des tissus européens. Les remises du Japon, en général, rendues à Batavia, produisaient des résultats assez satisfaisans.

Cet état de choses joint à l'opinion émise par MM. Donker-Curtius et Fabius, que le Japon modifiera bientôt ses institutions, engagèrent le Gouvernement néerlandais à persévérer dans sa politique et à satisfaire aux nombreuses demandes du Japon. Mais c'était précisément l'augmentation d'importance de nouvelles demandes du Japon qui nous recommandait la prudence. Les objets dont on nous demandait la livraison étaient quelquefois de nature à surpasser la portée de l'intelligence des habitans. Nous avons pensé qu'accorder aveuglément tout ce qu'on réclamait de nous pourrait

contribuer à engager le Japon à résister aux vœux de l'Europe. Ces considérations ont donné lieu au refus de fournir ce qui est nécessaire pour un atelier de construction, une fonderie de canons, une machine à perforer les canons et un établissement pour la marine. Par contre, on a consenti à faire construire ici un troisième schooner à hélice et à essayer quel résultat aurait le commerce des tissus européens. Un ingénieur des mines a également été envoyé à Désima pour être employé à l'exploitation des riches mines de l'Empire. Le capitaine-lieutenant de marine, M. Fabius, fut chargé d'une troisième expédition à bord d'un steamer de l'escadre coloniale pour examiner les ports de Hakodadi et de Simoda, et aussi pour montrer notre pavillon dans ces mers. Le Commissaire néerlandais reçut l'ordre exprès de profiter de toutes les circonstances favorables pour obtenir du Japon l'affranchissement du commerce général et de continuer les négociations pour un traité dans l'intérêt général. Il devait surtout insister sur le libre exercice du culte chrétien pour les personnes de cette confession et sur l'abolition de l'usage de fouler aux pieds l'image du Christ. Telles furent, au printemps de 1855, les prescriptions du Gouvernement à l'égard du Japon.

Les soussignés s'occupaient, dans l'intervalle, de la question de savoir quelle devait être la ligne politique à suivre par le Gouvernement néerlandais dans le cas imprévu où le Japon refuserait d'ouvrir le pays au commerce général. Ils soumirent leur manière de voir sur cette question au jugement du Conseil des ministres. A cette même époque, le Gouvernement reçut directement une lettre du Commissaire néerlandais du 15 septembre 1856, dont il résulte que la Convention, après quelques légères modifications, était devenue un Traité définitif, signé le 30 janvier 1856, à Nangasaki, par les Plénipotentiaires respectifs (1). Cependant, M. Donker-Curtius, après avoir reçu ses dernières instructions, avait adressé, à la date du 23 août 1856, une lettre aux Autorités de Nangasaki, tendante à ouvrir de nouvelles négociations sur quelques articles additionnels au Traité. Une copie de ces articles (2) et un extrait de la lettre du 23 août y relative se trouvent annexés au présent Rapport. Le Commissaire néerlandais, dans la missive susmentionnée du 15 septembre, exprimait l'espoir que les nouvelles négociations pourraient commencer bientôt et se flattait d'obtenir, sinon tous les points, du moins quelques-uns des plus importants. Ce fut dans cette attente que, dans notre Rapport des 19-20 janvier 1857, nous exprimions encore l'espoir qu'il serait peut-être inutile de prendre les mesures qu'on s'était proposées.

Cet espoir a été déçu par les dernières nouvelles reçues du Japon par

(1) Voir ci-avant, page 7.

(2) Voici le texte des articles additionnels annexés au Rapport :

Art. 1^{er}. Pour expliquer le Traité conclu le 30 janvier 1856 entre les Pays-Bas et le Japon, il est déclaré expressément et convenu que les femmes et les enfans néerlandais pourront être admis également à Nangasaki et dans les autres ports ouverts au commerce.

Art. 2. Les Néerlandais, en visitant les temples, les boutiques et les maisons de repos, pourront payer leurs dépenses et les emplettes faites dans les boutiques, en or et en argent étrangers.

Art. 3. L'audience de congé annuelle chez le Gouverneur de Nangasaki sera réglée de nouveau.

Art. 4. La manière dont aura lieu à l'avenir le voyage de la Cour sera réglée de nouveau entre le Gouverneur de Nangasaki et le Commissaire néerlandais.

Art. 5. Le libre exercice de leur culte est garanti aux Néerlandais dans les ports ouverts au commerce,

l'intermédiaire du Gouvernement colonial, bien que, sous d'autres rapports, ces nouvelles ne soient pas trop défavorables. Notre détachement de marine, à Désima, a travaillé avec fruit, non-seulement pour l'enseignement des sciences maritimes, mais aussi pour répandre la langue hollandaise et pour créer des relations amicales avec les Japonais, et pour leur apprendre tout ce qui est nécessaire à l'amélioration de différents métiers. L'ingénieur des mines envoyé à Désima avait commencé ses cours ; les leçons du médecin à Désima étaient de plus en plus recherchées, malgré les difficultés qu'on impose aux Japonais pour le visiter. Le capitaine-lieutenant Fabius a accompli son voyage à Hakodadi et Simoda. Un résumé de son Rapport est joint ici (1). Votre Majesté y verra qu'on y a commencé un nouveau commerce, c'est-à-dire que des particuliers livrent des articles au Gouvernement japonais. Le Commissaire néerlandais s'occupait activement, à Nangasaki, d'acheter, en gros, les articles de retour pour notre propre commerce. Il est parvenu à obtenir des prix très modérés, et les articles achetés sont livrés dans les entrepôts à Désima. Il a établi la manière usitée dans le commerce de donner des à-compte et obtenu des paiemens plus prompts de la part du Trésor impérial. Il a, en outre, obtenu la permission pour les fournisseurs d'étaler leurs marchandises à Désima pendant toute l'année, ce qui, auparavant, ne pouvait avoir lieu que pendant quelques mois. L'exposé en vente des tissus européens a fait connaître les espèces recherchées par les Japonais.

Les légères modifications apportées à la Convention provisoire ne sont

Art. 6. Le Gouvernement japonais s'engage à abolir ou à laisser tomber en désuétude la coutume dite de *fouler aux pieds l'Image*.

Art. 7. Les Néerlandais seront aussi admis à faire le commerce dans les ports ouverts à cet effet et seront ainsi libres de vendre leurs marchandises à des négocians japonais, ainsi que d'acheter et de transporter des marchandises japonaises.

Art. 8. Afin que la stipulation de l'article précédent reçoive sa pleine et entière exécution, sont autorisées l'importation d'or et d'argent étrangers, et l'exportation d'or et d'argent japonais.

Art. 9. En ce qui concerne le port de Nangasaki, les mesures pour l'introduction de la liberté du commerce dont parle l'article précédent, seront réglées par le Gouverneur de cette place de concert avec le Commissaire néerlandais.

Art. 10. Conformément aux stipulations contenues dans les différents Traités conclus avec des Etats étrangers, les sujets desdits Etats jouiront aussi, dans le port de Nangasaki, des droits accordés aux Néerlandais.

Art. 11. Le Gouvernement du Japon se déclare prêt à entrer en relations de commerce avec toutes les nations étrangères dont les Gouvernemens désireront conclure avec lui des Traités à cet effet.

Art. 12. Pourront aussi faire le commerce entre eux, les étrangers établis dans un des trois ports désignés, et admis à y faire le commerce.

Art. 13. Le Gouvernement japonais se réserve le droit d'imposer à un taux modéré l'importation, l'exportation ou le transit de tous les articles de commerce ou de certains d'entre eux. Ce taux sera stipulé et fixé dans des Conventions conclues par chaque Gouvernement étranger avec celui du Japon.

Art. 15 a. Les dispositions réglementaires pour l'introduction de la liberté de commerce stipulée ci-avant seront l'objet d'arrangemens ultérieurs entre les Plénipotentiaires respectifs du Japon et des différentes nations étrangères.

Art. 14. Les Néerlandais à Nangasaki et les autres étrangers qui visitent ce port jouiront, quant à leurs personnes, d'une entière liberté, tant à bord des navires qu'à Désima.

Art. 15. Les articles ci-avant seront considérés comme faisant partie du Traité entre les Pays-Bas et le Japon, et ils auront la même valeur que s'ils y avaient été insérés textuellement.

(1) Ci-après, page 26.

pas d'une importance suffisante pour en faire refuser la ratification, attendu que ce refus maintiendrait une situation dans laquelle nous jouirions de faveurs, là où d'autres peuvent faire valoir des droits. Mais les négociations suivies démontrent à un haut degré combien le Gouvernement japonais est enclin à revenir sur des concessions accordées et jusqu'à quel point il cherche à maintenir des coutumes surannées. Les pourparlers sur les articles additionnels nous ont surtout convaincus combien le Japon était peu disposé à se rendre à nos vœux et combien il a l'habitude de tirer les choses en longueur. D'abord, M. Donker-Curtius devait attendre l'arrivée du nouveau Gouverneur de Nangasaki. Celui-ci arriva vers la mi-octobre, mais n'était pas muni de pleins pouvoirs pour négocier sur aucun des points des articles additionnels. Tout ce qu'il pouvait faire, c'était d'entrer en pourparlers et d'envoyer un Rapport à Yédo. Des conférences eurent lieu et la résolution de Yédo est attendue dans les six mois. Dans un tel état de choses, est-il prudent de continuer sans conditions notre manière d'agir envers le Japon?

Depuis l'année 1844, les Pays-Bas n'ont cessé d'engager le Gouvernement japonais à adoucir son système d'exclusion envers les étrangers et à admettre ces derniers au commerce et à la navigation. Depuis 1835, ils ont constamment prêté leur coopération à cet empire pour le faire marcher dans les progrès et les développemens scientifiques et économiques.

A mesure que le Japon montrait des dispositions à renoncer à son système et à modifier ses institutions, le Gouvernement néerlandais consentait successivement à lui créer une marine militaire sur le pied européen. Car, du moment où les relations du Japon avec d'autres pays allaient devenir sérieuses, on ne pouvait lui refuser les moyens de défendre au besoin son indépendance. Mais le Gouvernement néerlandais méconnaît sa mission en continuant de servir le Japon, lorsque celui-ci se montre si peu disposé à entrer dans nos vues. Nous agirions contrairement à notre but en fournissant au Japon des forces pour résister aux Puissances maritimes et pour défendre le système que nous avons toujours désapprouvé et combattu. C'est pourquoi nous proposons à Votre Majesté de ne pas donner suite à quelques nouvelles demandes du Japon pour des munitions de guerre et autres articles nécessaires à la défense du pays, aussi longtemps qu'il ne témoignera pas ouvertement le désir d'entrer dans le système de réforme de ses institutions.

Notre projet n'est nullement de revenir brusquement sur nos pas; au contraire, nous croyons qu'il sera utile de continuer nos soins pour l'éducation intellectuelle et industrielle du peuple japonais. On pourra fournir les trois schooners commandés dont l'un est parti pour sa destination, mais seulement à la condition posée depuis le commencement que la paix sera maintenue au Japon; nous croyons également pouvoir laisser à Désima le pyroscaphe qui s'y trouve, ainsi que le détachement de marine.

Mais, comme une première suite de la proposition que les soussignés viennent de faire, on se refusera à la demande du Japon d'envoyer des officiers d'artillerie et du génie à Désima. L'attitude toute de confiance et d'amitié que nous avons adoptée vis-à-vis du Japon nous oblige à faire sentir à ce Gouvernement que, quelque prêts que nous soyons à le défendre constamment, nous ne voulons pas le suivre dans une direction qui doit le conduire à sa perte. Le Commissaire néerlandais justifiera cette mesure par le refus du Japon. Il trouvera, en outre, dans les événemens qui se passent dans l'Empire voisin de la Chine, un avertissement sérieux pour convaincre le

Japon de la nécessité d'exécuter dans un sens libéral les traités conclus et d'accepter les articles additionnels.

L'état de choses actuel et l'attitude prise par le Japon ne permettent pas plus longtemps d'attendre que le Japon ait accordé et mis à exécution un nouveau système pour le commerce. Nous avons un moyen tout trouvé pour améliorer notre commerce à Nangasaki, et nous devons l'employer sans retard. Dans les ports de Hakodadi et de Simoda, on a permis à des négocians étrangers de se défaire de quelques cargaisons qu'ils avaient apportées. De cette manière, une concurrence particulière a été créée dans le commerce du Japon. Nous devons donc, avant tout, décider le Gouvernement japonais à acheter aussi à Nangasaki ce dont il a besoin des négocians qui viennent faire le commerce, et à faire passer entre les mains de particuliers notre commerce privilégié. Si le Japon continue à maintenir ces entraves et ces formalités gênantes pour les indigènes et qu'il conserve le commerce entre ses mains, le Gouvernement néerlandais devra, pour sa part, s'interdire au plus tôt toute participation à un commerce qu'il n'a attiré à lui que par les circonstances du moment, mais qu'il doit maintenant abandonner entièrement à ses sujets, dans les trois ports qui lui sont ouverts. Loin de nous l'idée d'affermir de nouveau le commerce japonais et de maintenir aussi un système exclusif. Mais le Gouvernement japonais devra être forcé à entrer en relations avec le commerce particulier et à permettre que nos négocians remplacent le Gouvernement pour le commerce à Nangasaki, et cela directement, sans l'intermédiaire de nos employés, ainsi que cela est le cas à Hakodadi et à Simoda. Les soussignés se permettent de proposer à Votre Majesté de donner au Commissaire néerlandais au Japon des instructions dans ce sens, et de l'engager à faire des démarches pressantes pour obtenir du Japon cette autorisation qui, dans tous les cas, ne doit être regardée que comme une mesure de transition vers la liberté du commerce général et comme le remplacement d'un négociant particulier par un autre.

Votre Majesté a exprimé le désir de voir rendre public tout ce qui a rapport aux affaires du Japon. Les soussignés demandent en conséquence l'autorisation de faire insérer aussi le présent Rapport dans le *Staats-Courant*.

III. RÉSUMÉ DU RAPPORT DU CAPITAINE-LIEUTENANT FABIUS,

EN 1857.

Arrivé à Hakodadi, on présenta à M. Fabius le règlement du port en langue anglaise qu'il refusa d'accepter, en demandant qu'on le lui donnât en langue hollandaise, ce qui eut lieu. L'audience qu'il fit demander au Gouverneur lui fut accordée immédiatement. La conversation a roulé principalement sur la politique, le commerce, la Russie, la rivière Amor, le commerce libre et de transit et surtout sur l'admission du commerce général au Japon.

Aux yeux de M. Fabius, l'opinion du Gouverneur est que le système ac-

tuel ne saurait être maintenu au Japon. Il a permis à M. Fabius et à ses officiers de chasser dans les environs. Hakodadi est une petite place d'environ 6,000 habitans, située sur une belle baie offrant toutes les sécurités. Pour le moment, cette ville ne présente aucun intérêt, mais pourra devenir une place importante pour le commerce, une fois le Japon ouvert. Son voisinage de la rivière Amor la rendrait propre à un entrepôt de denrées coloniales pour la Russie asiatique. Un schooner américain y est arrivé à deux différentes reprises et a échangé des fusils, des lunettes d'approche et des chronomètres contre des objets en laque, de la porcelaine et du *soya*. Un de ces schooners, *the General Pierce*, appartenant à une maison allemande à Hongkong et naviguant sous pavillon américain, se trouvait à Hakodadi; il venait de Simoda, où il avait vendu 3,000 fusils au Gouvernement japonais à raison de 14 dollars la pièce; il a acheté des objets de laque, de poterie et du *soya*; il lui a été impossible de se procurer de l'argent ou du cuivre. Il a vendu à Hakodadi le reste de sa cargaison au Gouvernement japonais en échange d'objets de poterie, de laque et de *soya*. On lui a aussi offert du camphre et du chanvre, mais à des prix tellement énormes qu'il y a renoncé. Il se disait très content du traitement que lui et son équipage ont eu tant à Simoda qu'à Hakodadi. Il m'a prévenu que le port de Simoda offrait peu de sécurité, surtout pour un navire comme la *Méduse*. Ce qui m'a frappé le plus, ce sont les progrès que les interprètes de Hakodadi ont faits dans la langue anglaise, tandis qu'ils parlent très mal le hollandais. L'île de Yesso, sur laquelle Hakodadi est situé, est très fertile et riche en mines de cuivre et d'argent qui ne sont pas exploitées. On y a découvert aussi du charbon de bonne espèce; mais le Gouverneur n'est pas encore autorisé à exploiter les mines et à fournir des charbons aux étrangers. M. Fabius se flatte que sa présence a produit le meilleur effet dans le port.

Le 17 septembre, il s'est rendu par Nippon à Simoda. Le trajet était très difficile : côte inconnue, de forts courans, et avec cela des cartes peu correctes; celle de Siebold est encore la meilleure. Simoda est dévastée par l'ouragan, mais les réglemens du port ne contiennent aucune des formalités du Japon. Le consul américain, M. Tounsens Harris, qui est arrivé avec son secrétaire et sept domestiques chinois, a fait visite à M. Fabius et lui a raconté qu'il éprouve les plus grandes difficultés pour les moindres choses, qu'on lui refuse le droit d'avoir de la monnaie japonaise, qu'il est obligé d'échanger ses dollars à un cours très onéreux, et que, pour acheter un œuf, il doit recourir aux employés, vu que les habitans ne peuvent accepter aucune monnaie étrangère, mais qu'il a écrit à Yédo et demandé l'autorisation de pouvoir s'y rendre et qu'il est chargé par son Gouvernement de conclure un nouveau traité ou de modifier l'ancien; enfin, qu'il a prié le Gouvernement japonais de nommer des commissaires pour les négociations à ouvrir à cet effet. Son principal but est d'obtenir, au lieu de Simoda, un autre port près de Yédo ou d'Ozacha.

M. Fabius a été reçu par le Gouverneur, qui lui a exprimé toute sa satisfaction de voir dans ce port un navire hollandais; depuis longtemps, il a désiré faire connaissance avec le sujet du Roi des Pays-Bas, qui a fait tant pour le Japon, en faisant instruire les Japonais dans l'art militaire et autres. La conversation s'engagea sur le droit de tonnage, les contributions, tarifs, entrepôts, commerce de transit, etc. Le Gouverneur croit qu'il est difficile pour le Japon d'avoir de grandes relations de commerce avec l'Europe et l'Amérique, vu qu'il ne possède pas suffisamment les articles de retour, les objets en laque étant trop chers, et si le Gouvernement voulait forcer

l'exportation de cuivre, les mines se trouveraient bientôt épuisées, ainsi que cela a été le cas dans l'Amérique méridionale. M. Fabius lui a fait comprendre que c'était là une crainte exagérée, que les mines exploitées avec connaissance ne s'épuisent pas si facilement, et qu'à cet effet, le Gouverneur néerlandais avait envoyé à Nangasaki un ingénieur. A la demande du Gouverneur pourquoi les Européens recherchent tant le cuivre japonais, M. Fabius a répondu que ce cuivre ne valait pas mieux que d'autre dont on se sert en Europe; mais qu'on est obligé de choisir le cuivre à cause de l'absence d'autres articles de retour, et qu'on ne demanderait pas mieux de prendre aussi d'autres objets s'ils étaient produits en assez forte quantité pour être exportés en grand, ce qui arriverait certainement si le peuple japonais avait des relations suivies avec d'autres nations. Le Commissaire des Affaires étrangères demanda alors à M. Fabius si, en dehors de la Néerlande, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Amérique et de la France, il y avait encore d'autres pays qui désiraient faire le commerce avec le Japon. M. Fabius a répondu affirmativement, que maintenant le commerce et l'industrie ne connaissent plus de distance et que c'est dans l'intérêt du Japon que le Roi lui conseille d'ouvrir l'Empire avant d'y être forcé. M. Fabius a alors parlé des immunités des consuls dans les pays civilisés, et a saisi cette occasion pour faire comprendre au Gouverneur qu'on maltraitait le consul américain qui représentait son pays au Japon, qu'on devrait être plus prévenant pour lui et qu'on devrait lui permettre de se pourvoir de vivres comme il l'entend, et de les payer avec la monnaie japonaise. M. Fabius a alors parlé de l'usage adopté au Japon pour les chrétiens, de devoir fouler aux pieds l'image du Christ, et a fait comprendre au Gouverneur combien cette coutume est blessante, qu'on devrait laisser à chacun la liberté de l'exercice de son culte.

M. Fabius se loue beaucoup de l'urbanité des Autorités de Simoda; on lui a fourni de l'eau et du charbon. Le Gouverneur et le Commissaire des Affaires étrangères lui ont rendu une visite le lendemain, et ont exprimé leur étonnement de ce que les officiers japonais n'aient pas profité de la corvette pour faire une excursion maritime. M. Fabius a répondu qu'il en a fait l'offre au Gouverneur de Nangasaki, mais qu'à son départ, il n'avait pas encore reçu de réponse. Sur quoi, ils secouaient la tête en disant : « C'est toujours ainsi à Nangasaki; on traduit mal les pièces et on finit par ne pas les comprendre; mais cela ira mieux, vu que plusieurs messieurs de Yédo sont arrivés à Nangasaki pour apprendre le hollandais et l'anglais. »

TABLE DES MATIÈRES.

I. — Relations avec la Russie.....	3
1. — Traité de commerce et de délimitation.....	3
2. — Articles additionnels.....	5
II. — Relations avec les Pays-Bas.....	7
Traité.....	7
Annexes : — Rapports sur les négociations ouvertes avec le Japon.....	11
1. — Rapport du Ministre des Colonies, du 12 février 1855.....	11
2. — Rapport des Ministres des Colonies et des Affaires étrangères, en 1857.....	20
3. — Résumé du Rapport du capitaine-lieutenant Fabius, en 1857.....	26



3 0112 115887793